



Rogers Communications Inc.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES
(non audité)**

Trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016

Rogers Communications Inc.**États consolidés résumés intermédiaires du résultat net**

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audité)

	Note	Trimestres clos les 31 mars	
		2017	2016 voir note 2
Produits		3 338	3 245
Charges opérationnelles			
Coûts opérationnels	4	2 185	2 156
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		545	574
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5	28	44
Charges financières	6	190	196
Autres produits	7	(11)	(34)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		401	309
Charge d'impôt sur le résultat		107	79
Bénéfice net de la période		294	230
Bénéfice par action			
De base	8	0,57 \$	0,45 \$
Dilué	8	0,57 \$	0,44 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires du résultat global
(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016 voir note 2
Bénéfice net de la période	294	230
Autres éléments du résultat global		
Éléments pouvant être par la suite reclassés dans le bénéfice		
Placements disponibles à la vente		
Augmentation de la juste valeur	78	123
Reclassement du profit sur la vente de placements dans le bénéfice net	–	(39)
Charge d'impôt sur le résultat connexe	(9)	(11)
Placements disponibles à la vente	69	73
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie		
Perte latente liée à la juste valeur des instruments dérivés	(128)	(651)
Reclassement de la perte sur les dérivés liés à la dette dans le bénéfice net	86	530
Reclassement de la perte (du profit) sur les dérivés liés aux dépenses dans le bénéfice net ou les immobilisations corporelles	7	(28)
Reclassement des intérêts courus dans le bénéfice net	(18)	(21)
Recouvrement d'impôt sur le résultat connexe	18	73
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie	(35)	(97)
Quote-part des autres éléments du résultat global au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	(8)	(17)
Autres éléments du résultat global de la période	26	(41)
Résultat global de la période	320	189

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires de la situation financière
(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	Au 31 mars 2017	Au 31 décembre 2016
Actifs			
Actifs courants			
Débiteurs		1 739	1 949
Stocks		296	315
Autres actifs courants		325	215
Partie courante des instruments dérivés	9	118	91
Total des actifs courants		2 478	2 570
Immobilisations corporelles		10 704	10 749
Immobilisations incorporelles		7 111	7 130
Placements	10	2 243	2 174
Instruments dérivés	9	1 605	1 708
Autres actifs à long terme		94	98
Actifs d'impôt différé		7	8
Goodwill		3 905	3 905
Total des actifs		28 147	28 342
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Avances bancaires		49	71
Emprunts à court terme	11	1 136	800
Créditeurs et charges à payer		2 345	2 783
Impôt sur le résultat à payer		134	186
Partie courante des provisions		101	134
Produits constatés d'avance		446	367
Partie courante de la dette à long terme	12	500	750
Partie courante des instruments dérivés	9	26	22
Total des passifs courants		4 737	5 113
Provisions		33	33
Dette à long terme	12	15 434	15 330
Instruments dérivés	9	154	118
Autres passifs à long terme		541	562
Passifs d'impôt différé		1 906	1 917
Total des passifs		22 805	23 073
Capitaux propres	13	5 342	5 269
Total des passifs et des capitaux propres		28 147	28 342
Événements postérieurs à la date de clôture	9, 13		
Passifs éventuels	16		

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires des variations des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions, non audité)

	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Réserve au titre des investissements en titres de capitaux propres	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
Trimestre clos le 31 mars 2017									
Soldes au 1 ^{er} janvier 2017	72	112 412	405	402 396	4 247	642	(107)	10	5 269
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	294	-	-	-	294
Autres éléments du résultat global :									
Placements disponibles à la vente, après impôt	-	-	-	-	-	69	-	-	69
Instruments dérivés comptabilisés à titre de couvertures, après impôt	-	-	-	-	-	-	(35)	-	(35)
Quote-part attribuable aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	(8)	(8)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	69	(35)	(8)	26
Résultat global de la période	-	-	-	-	294	69	(35)	(8)	320
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(247)	-	-	-	(247)
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	-	2	(247)	-	-	-	(247)
Soldes au 31 mars 2017	72	112 412	405	402 398	4 294	711	(142)	2	5 342

	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Réserve au titre des investissements en titres de capitaux propres	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
Trimestre clos le 31 mars 2016									
Soldes au 1 ^{er} janvier 2016	72	112 439	402	402 308	4 474	598	57	33	5 636
Bénéfice net de la période (voir note 2)	-	-	-	-	230	-	-	-	230
Autres éléments du résultat global :									
Placements disponibles à la vente, après impôt	-	-	-	-	-	73	-	-	73
Instruments dérivés comptabilisés à titre de couvertures, après impôt	-	-	-	-	-	-	(97)	-	(97)
Quote-part attribuable aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	(17)	(17)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	73	(97)	(17)	(41)
Résultat global de la période	-	-	-	-	230	73	(97)	(17)	189
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(247)	-	-	-	(247)
Actions ayant changé de catégorie	-	(24)	-	24	-	-	-	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	-	(24)	-	24	(247)	-	-	-	(247)
Soldes au 31 mars 2016 (voir note 2)	72	112 415	402	402 332	4 457	671	(40)	16	5 578

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.**Tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie**

(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	Trimestres clos les 31 mars	
		2017	2016 voir note 2
Activités opérationnelles			
Bénéfice net de la période		294	230
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		545	574
Amortissement des droits de diffusion		20	21
Charges financières	6	190	196
Charge d'impôt sur le résultat		107	79
Rémunération fondée sur des actions	14	13	12
Cotisations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des charges		6	10
Profit sur les dessaisissements liés aux placements		–	(39)
Autres		(3)	10
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés			
		1 172	1 093
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	17	(178)	(120)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés			
		994	973
Impôt sur le résultat payé		(160)	(137)
Intérêts payés		(238)	(238)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles			
		596	598
Activités d'investissement			
Entrées d'immobilisations corporelles		(486)	(552)
Entrées de droits de diffusion		(14)	(10)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(81)	(137)
Autres		(26)	(40)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement			
		(607)	(739)
Activités de financement			
Produit tiré des emprunts à court terme, montant net	11	336	205
(Remboursements sur les) émission de titres d'emprunt à long terme, montant net	12	(53)	119
Paiements versés au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	9	(3)	(19)
Dividendes payés		(247)	(247)
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement			
		33	58
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
(Avances bancaires) trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		22	(83)
		(71)	11
Avances bancaires à la clôture de la période			
		(49)	(72)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

NOTE 1 : NATURE DE L'ENTREPRISE

Rogers Communications Inc. est une société canadienne diversifiée dans les communications et les médias. La quasi-totalité de nos activités et de nos ventes ont lieu au Canada. RCI est constituée en personne morale au Canada et son siège social est situé au 333 Bloor Street East, Toronto (Ontario) M4W 1G9. Les actions de RCI sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et la « Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Nous présentons nos résultats selon quatre secteurs à présenter. Le tableau suivant présente chacun de ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Principales activités
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et au centre de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de divertissement et de médias sportifs, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, d'achat multiplateforme, de médias numériques et d'édition.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, les secteurs Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires étaient exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Media Inc., et ses filiales.

Déclaration de conformité

Nous avons établi nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2017 (les « états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2017 ») selon la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et conformément aux méthodes comptables et aux méthodes d'application employées pour nos états financiers consolidés audités annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 (les « états financiers de 2016 »), à l'exception des nouvelles méthodes comptables adoptées le 1^{er} janvier 2017, qui sont décrites à la note 2. Les présents états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2017 ont été approuvés par le comité d'audit et de risque, qui relève de notre conseil d'administration, le 18 avril 2017.

NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les notes incluses dans les présents états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2017 ne reflètent que les transactions et changements importants survenus au cours du trimestre écoulé depuis le 31 décembre 2016, date de clôture du dernier exercice, et elles ne contiennent pas toutes les informations qui doivent être présentées dans les états financiers annuels aux termes des Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou les « IFRS ») publiées par l'IASB. Les états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2017 doivent être lus en parallèle avec les états financiers de 2016.

Nos résultats opérationnels sont assujettis à des fluctuations saisonnières qui ont une incidence significative sur les résultats opérationnels d'un trimestre à l'autre. Par conséquent, les résultats opérationnels d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels d'un trimestre ultérieur. Tous les montants en dollars sont exprimés en monnaie canadienne, sauf indication contraire.

Modification de méthodes comptables adoptée en 2016

Dans nos états financiers de 2016, nous avons annoncé une modification de méthode comptable pour l'évaluation de l'impôt sur le résultat différé découlant de la décision du comité d'interprétation des IFRS relative à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Par suite de cette modification, certaines informations comparatives contenues dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de 2017 ont été modifiées de façon rétrospective. Au 31 mars 2016 et pour le trimestre clos à cette date, l'incidence de la modification de méthode comptable s'est traduite par une augmentation de 18 millions de dollars de la charge d'impôt sur le résultat et du passif d'impôt différé correspondant, ce qui a entraîné une baisse du bénéfice net d'un même montant. Le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action a diminué de 0,03 \$ et de 0,04 \$, respectivement, pour cette période correspondante.

Nouvelles prises de position adoptées en 2017

Nous avons adopté les nouvelles modifications aux normes comptables qui suivent; celles-ci sont entrées en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ouverts le 1^{er} janvier 2017. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*
- IAS 12, *Impôts sur le résultat*
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

Récentes prises de position comptables n'ayant pas encore été adoptées

L'IASB a publié de nouvelles normes et modifications aux normes existantes. Nous n'avons pas encore adopté ces modifications et ces dernières auront une incidence sur les résultats des périodes futures.

- IFRS 9, *Instruments financiers* (en vigueur le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (en vigueur le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 16, *Contrats de location* (en vigueur le 1^{er} janvier 2019)

Ces modifications sont décrites dans nos états financiers de 2016. Nous continuons d'évaluer l'incidence de chacune de ces normes sur nos états financiers consolidés et nous progressons dans la mise en œuvre de ces normes. En date des présents états financiers intermédiaires, aucune modification importante n'a été apportée aux informations à fournir dans le cadre de la mise en œuvre de ces normes dans nos états financiers de 2016. Pour ce qui est de l'IFRS 15, nous avons mis sur pied une équipe qui s'assure de notre conformité aux exigences de cette norme. Nous mettons actuellement en place un nouveau système qui nous permettra de respecter les exigences de la norme pour chaque contrat et nous prévoyons mettre ce système en service en 2017 pour entamer la comptabilisation en parallèle selon l'IAS 18 et selon l'IFRS 15. Nous aurons élaboré à cette fin des processus détaillés de validation des données, que nous suivrons pendant toute la durée de l'exercice 2017. Par conséquent, nous poursuivons notre évaluation de l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés, et il n'est pas possible pour l'heure d'en faire une estimation raisonnable. Nous communiquerons les répercussions financières estimatives de l'adoption de l'IFRS 15 dans nos états financiers consolidés annuels de 2017.

NOTE 3 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Nos secteurs à présenter sont Sans-fil, Cable, Solutions d’Affaires et Media. Les activités des quatre secteurs sont menées essentiellement au Canada. Les éléments relevant du siège social et les éliminations comprennent nos participations dans des unités opérationnelles qui ne sont pas des secteurs opérationnels à présenter, les fonctions administratives du siège social et l’élimination des produits et des coûts intersectoriels. Les méthodes comptables applicables à nos secteurs à présenter sont les mêmes que celles décrites à la note 2. Les résultats par secteur comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui, de façon raisonnable, peuvent y être affectés. Nous comptabilisons les transactions entre les secteurs à présenter comme nous le faisons pour les transactions avec des tiers et les éliminons au moment de la consolidation.

Le chef de la direction et le chef de la direction des finances de RCI constituent nos principaux décideurs opérationnels et sont ceux qui examinent régulièrement nos activités et notre performance par secteur. Ils examinent le résultat d’exploitation ajusté, qu’ils considèrent comme l’indicateur clé du résultat net aux fins de l’évaluation de performance pour chaque secteur et afin de prendre des décisions relatives à l’affectation des ressources. Le résultat d’exploitation ajusté correspond au bénéfice avant la rémunération fondée sur des actions, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les frais de restructuration, coûts d’acquisition et autres charges, les charges financières, les autres (produits) charges et l’impôt sur le résultat.

Information par secteur

Trimestre clos le 31 mars 2017 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d’Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits		1 968	855	95	474	(54)	3 338
Coûts opérationnels ¹		1 155	463	64	502	(12)	2 172
Résultat d’exploitation ajusté		813	392	31	(28)	(42)	1 166
Rémunération fondée sur des actions ¹	14						13
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							545
Frais de restructuration, coûts d’acquisition et autres charges	5						28
Charges financières	6						190
Autres produits	7						(11)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							401

¹ Inclus dans le poste « Coûts opérationnels » des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Trimestre clos le 31 mars 2016 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits		1 890	856	96	448	(45)	3 245
Coûts opérationnels ¹		1 127	463	65	497	(8)	2 144
Résultat d'exploitation ajusté		763	393	31	(49)	(37)	1 101
Rémunération fondée sur des actions ¹	14						12
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							574
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5						44
Charges financières	6						196
Autres produits	7						(34)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							309

¹ Inclus dans le poste « Coûts opérationnels » des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTE 4 : COÛTS OPÉRATIONNELS

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Coût des ventes de matériel et subventions directes pour les chaînes	458	461
Marchandise destinée à la revente	59	49
Autres achats externes	1 180	1 170
Salaires et avantages du personnel et rémunération fondée sur des actions	488	476
Total des coûts opérationnels	2 185	2 156

NOTE 5 : FRAIS DE RESTRUCTURATION, COÛTS D'ACQUISITION ET AUTRES CHARGES

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, nous avons engagé 28 millions de dollars (44 millions de dollars en 2016) en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. En 2017 et en 2016, ces charges se composaient essentiellement d'indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs.

NOTE 6 : CHARGES FINANCIÈRES

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Intérêts sur les emprunts	186	196
Intérêts sur le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	2
Profit de change	(8)	(25)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	8	24
Intérêts inscrits à l'actif	(4)	(4)
Autres	5	3
Total des charges financières	190	196

NOTE 7 : AUTRES PRODUITS

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Produits liés (pertes liées) à nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises	(18)	14
Profit sur les dessaisissements liés aux placements	-	(39)
Autres pertes (produits) de placement	7	(9)
Total des autres produits	(11)	(34)

NOTE 8 : BÉNÉFICE PAR ACTION

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016 voir note 2
Numérateur (de base) - Bénéfice net pour la période	294	230
Dénominateur - nombre d'actions (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	515	515
Incidence des titres ayant un effet dilutif (en millions)		
Options sur actions des membres du personnel et unités d'actions de négociation restreinte	2	2
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - dilué	517	517
Bénéfice par action		
De base	0,57 \$	0,45 \$
Dilué	0,57 \$	0,44 \$

Pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016, le calcul du bénéfice dilué par action rend compte de la comptabilisation des paiements fondés sur des actions en circulation selon la méthode de règlement en trésorerie de la rémunération fondée sur des actions, car elle s'est avérée plus dilutive que la méthode de règlement en capitaux propres.

Au total, 503 905 options étaient hors du cours pour le trimestre clos le 31 mars 2017 (1 054 530 en 2016). Ces options ont été exclues du calcul de l'effet des titres dilutifs, car leur effet était antidilutif.

NOTE 9 : INSTRUMENTS FINANCIERS**Instruments dérivés**

Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités. Ces instruments dérivés se déclinent sous forme de dérivés liés à la dette, de contrats à terme sur obligations, de dérivés liés aux dépenses et de dérivés liés aux capitaux propres. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation.

Tous nos dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang, contrats à terme sur obligations et dérivés liés aux dépenses en cours ont été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos instruments d'emprunt, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et aux émissions de papier commercial libellés en dollars américains (se reporter à la note 11). Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Nous ne désignons pas les dérivés liés à la dette se rapportant à nos emprunts sur facilités de crédit et papier commercial à titre de couvertures à des fins comptables.

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016, nous avons conclu et réglé des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains comme suit :

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2017		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>			
Dérivés liés à la dette conclus	875	1,33	1 165
Dérivés liés à la dette réglés	825	1,32	1 092
Montant net en trésorerie payé			(3)
<i>Programme de papier commercial</i>			
Dérivés liés à la dette conclus	200	1,33	266
(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 mars 2016		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>			
Dérivés liés à la dette conclus	724	1,35	976
Dérivés liés à la dette réglés	342	1,39	474
Montant net en trésorerie payé			(19)

Au 31 mars 2017, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial s'élevaient à 200 millions de dollars américains et à 200 millions de dollars américains (150 millions de dollars américains et néant au 31 décembre 2016), respectivement.

Au 31 mars 2017, nos débetures et billets de premier rang libellés en dollars américains s'élevaient à 6,7 milliards de dollars américains (6,7 milliards de dollars américains au 31 décembre 2016), et tous les risques de change connexes avaient été couverts par des dérivés liés à la dette. Nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié à la dette se rapportant aux débetures et billets de premier rang au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016.

Contrats à terme sur obligations

Nous avons recours aux dérivés liés aux contrats à terme sur obligations (les « contrats à terme sur obligations ») pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les billets de premier rang que nous prévoyons émettre dans l'avenir. Nous n'avons conclu aucun nouveau contrat à terme sur obligations ni réglé aucun contrat à terme sur obligations existant au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016. Au 31 mars 2017, les contrats à terme sur obligations en cours s'élevaient à un montant notionnel de 900 millions de dollars américains (900 millions de dollars américains au 31 décembre 2016) et avaient tous été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours à des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme des couvertures à des fins comptables à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues.

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016, les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus et réglés se présentent comme suit :

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos les 31 mars 2017		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	120	1,29	155
Dérivés liés à la dette réglés	225	1,33	300

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos les 31 mars 2016		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	420	1,39	584
Dérivés liés à la dette réglés	210	1,22	256

Au 31 mars 2017, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à 1 185 millions de dollars américains (1 290 millions de dollars américains au 31 décembre 2016) et venaient à échéance d'avril 2017 à décembre 2018 (de janvier 2017 à décembre 2018 au 31 décembre 2016), à un cours de change moyen de 1,32 \$ pour 1 \$ US (1,32 \$ pour 1 \$ US au 31 décembre 2016).

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours à des swaps sur rendement total (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation des cours des actions de catégorie B de RCI attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au 31 mars 2017, nous avons des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 5,4 millions (5,4 millions au 31 décembre 2016) d'actions de catégorie B de RCI d'un cours moyen pondéré de 51,44 \$ (50,30 \$ au 31 décembre 2016).

En mars 2017, nous avons réglé des dérivés liés aux capitaux propres en cours, pour un produit net de 6 millions de dollars, et conclu de nouveaux dérivés liés à 1 million d'actions de catégorie B de RCI qui viennent à échéance en mars 2018. Nous avons également signé des accords de prorogation pour les contrats de dérivés liés aux capitaux propres restants selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2018 (auparavant en avril 2017).

Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des avances bancaires, des emprunts à court terme et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments financiers.

La juste valeur de nos placements dans des sociétés ouvertes est déterminée selon les cours du marché. La juste valeur de nos placements dans des sociétés fermées est déterminée à partir d'évaluations fondées sur des financements ultérieurs, des négociations de vente par des tiers ou des approches fondées sur le marché, lesquelles sont appliquées comme il se doit à chaque placement, en fonction des activités futures et des perspectives de rentabilité.

La juste valeur de chacun de nos titres d'emprunt publics est fondée sur les rendements du marché estimés à la clôture de la période. Nous déterminons la juste valeur de nos dérivés liés à la dette et de nos dérivés liés aux dépenses selon une méthode d'évaluation de la valeur de marché estimée, en tenant compte de la qualité du crédit et en actualisant les flux de trésorerie à la date d'évaluation. Si les dérivés liés à la dette et les dérivés liés aux dépenses sont en position débitrice, l'écart de crédit pour l'institution financière contrepartiste est ajouté au taux d'actualisation sans risque en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, de chaque dérivé. Si ces dérivés liés à la dette et aux dépenses sont en position créditrice, notre écart de crédit est ajouté au taux d'actualisation sans risque de chaque dérivé.

La juste valeur de chacun de nos contrats à terme sur obligations est déterminée en actualisant, à la date d'évaluation, les flux de trésorerie qui découlent de la multiplication du montant notionnel des contrats à terme sur obligations par l'écart entre les rendements à terme du marché à la clôture de la période et le rendement à terme de chacun de nos contrats à terme sur obligations.

La juste valeur de nos dérivés liés aux capitaux propres se fonde sur le cours du marché des actions de catégorie B sans droit de vote de RCI.

La hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux que nous présentons tient compte de l'importance des données utilisées pour évaluer la juste valeur :

- les actifs financiers et les passifs financiers classés dans le niveau 1 sont évalués en fonction des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- les actifs financiers et les passifs financiers classés dans le niveau 2 sont évalués à l'aide de données du marché directement ou indirectement observables autres que les prix cotés;
- les évaluations de niveau 3 sont établies à partir de données autres que des données du marché observables.

Au 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016, aucun instrument financier significatif n'avait été classé dans le niveau 3 et aucun transfert entre les niveaux 1, 2 et 3 n'est survenu au cours du trimestre clos le 31 mars 2017.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon la méthode d'évaluation au 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016 se présentent comme suit :

(en millions de dollars)	Valeur comptable		Juste valeur (niveau 1)		Juste valeur (niveau 2)	
	Au 31 mars	Au 31 déc.	Au 31 mars	Au 31 déc.	Au 31 mars	Au 31 déc.
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Actifs financiers						
Disponibles à la vente, évalués à la juste valeur						
Placements dans des sociétés ouvertes	1 115	1 047	1 115	1 047	-	-
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	1 654	1 751	-	-	1 654	1 751
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	29	40	-	-	29	40
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	40	8	-	-	40	8
Total des actifs financiers	2 838	2 846	1 115	1 047	1 723	1 799
Passifs financiers						
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	93	68	-	-	93	68
Dérivés liés à la dette non comptabilisés comme des couvertures	6	-	-	-	6	-
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	61	51	-	-	61	51
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	20	21	-	-	20	21
Total des passifs financiers	180	140	-	-	180	140

Au 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016, la juste valeur de notre dette à long terme se présentait comme suit :

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2017		Au 31 décembre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur ¹	Valeur comptable	Juste valeur ¹
Dette à long terme (y compris la partie courante)	15 934	17 600	16 080	17 628

¹ La dette à long terme (y compris la partie courante) est évaluée selon les données de niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux, selon les rendements du marché à la clôture de la période.

Nous n'avons aucun actif financier non dérivé détenu jusqu'à l'échéance au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016.

NOTE 10 : PLACEMENTS

(en millions de dollars)	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2017	2016
Placements		
Sociétés ouvertes	1 115	1 047
Sociétés fermées	164	169
Placements disponibles à la vente	1 279	1 216
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	964	958
Total des placements	2 243	2 174

NOTE 11 : EMPRUNTS À COURT TERME*Programme de titrisation des débiteurs*

(en millions de dollars)	Au	Au
	31 mars	31 décembre
	2017	2016
Créances client vendues à l'acheteur à titre de sûreté	1 065	1 460
Emprunts à court terme contractés auprès de l'acheteur	(870)	(800)
Surdimensionnement	195	660

Le tableau qui suit présente un sommaire des activités de notre programme de titrisation des débiteurs pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016 :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Produit de la titrisation des débiteurs	250	250
Remboursements au titre de la titrisation des débiteurs	(180)	(45)
Produit de la titrisation des débiteurs, montant net	70	205

Au 31 mars 2017, le total de notre financement aux termes du programme de titrisation se chiffrait à 870 millions de dollars (800 millions de dollars au 31 décembre 2016).

Programme de papier commercial

Au cours du trimestre, nous avons mis sur pied un programme de papier commercial libellé en dollars américains qui nous permet d'émettre, sous réserve de l'obtention d'engagements d'achat de la part des investisseurs, jusqu'à un principal total de 1 milliard de dollars américains, somme actuellement approuvée par le conseil. Les fonds peuvent être empruntés aux termes de ce programme selon des durées jusqu'à l'échéance allant de 1 jour à 397 jours. Toute émission réalisée dans le cadre de ce programme sera effectuée à escompte. Les emprunts au titre de notre programme de papier commercial sont classés en tant qu'emprunts à court terme dans nos états consolidés de la situation financière lorsqu'ils deviennent exigibles à moins de un an à partir de la date de clôture.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, les émissions aux termes du programme de papier commercial libellé en dollars américains ont totalisé 200 millions de dollars américains, soit 266 millions de dollars (néant en 2016), lesquelles étaient toujours en cours au 31 mars 2017. Parallèlement à ces émissions de papier commercial, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis aux termes du programme de papier commercial libellé en dollars américains (se reporter à la note 9). Nous n'avons pas désigné ces dérivés liés à la dette à titre de couvertures à des fins comptables.

NOTE 12 : DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)	Date d'échéance	Montant en principal	Taux d'intérêt	Au	Au
				31 mars 2017	31 décembre 2016
Facilités de crédit bancaire			Variable	225	100
Facilités de crédit bancaire		Revolving	US	266	201
Billets de premier rang	2017	250	Variable	–	250
Billets de premier rang	2017	500	3,000 %	500	500
Billets de premier rang	2018	1 400	US 6,800 %	1 863	1 880
Billets de premier rang	2019	400	2,800 %	400	400
Billets de premier rang	2019	500	5,380 %	500	500
Billets de premier rang	2020	900	4,700 %	900	900
Billets de premier rang	2021	1 450	5,340 %	1 450	1 450
Billets de premier rang	2022	600	4,000 %	600	600
Billets de premier rang	2023	500	US 3,000 %	665	671
Billets de premier rang	2023	850	US 4,100 %	1 130	1 141
Billets de premier rang	2024	600	4,000 %	600	600
Billets de premier rang	2025	700	US 3,625 %	931	940
Billets de premier rang	2026	500	US 2,900 %	665	671
Débetures de premier rang ¹	2032	200	US 8,750 %	266	269
Billets de premier rang	2038	350	US 7,500 %	465	470
Billets de premier rang	2039	500	6,680 %	500	500
Billets de premier rang	2040	800	6,110 %	800	800
Billets de premier rang	2041	400	6,560 %	400	400
Billets de premier rang	2043	500	US 4,500 %	665	671
Billets de premier rang	2043	650	US 5,450 %	864	873
Billets de premier rang	2044	1 050	US 5,000 %	1 396	1 410
				16 051	16 197
Coûts de transaction différés et escomptes				(117)	(117)
Moins la partie courante				(500)	(750)
Total de la dette à long terme				15 434	15 330

¹ Correspond aux débetures de premier rang émises à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent des obligations non garanties de RCI, et pour lesquelles RCCI était un garant ordinaire au 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016.

Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016, nos activités liées à nos facilités de crédit bancaire renouvelables et non renouvelables se présentaient comme suit :

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos les 31 mars 2017		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars américains	425	1,34	571
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			700
Total des titres d'emprunt à long terme émis			1 271
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars américains	(375)	1,33	(499)
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			(575)
Total des remboursements sur les titres d'emprunt à long terme			(1 074)

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestres clos les 31 mars 2016		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars américains	507	1,36	688
Émission de titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			–
Total des titres d'emprunt à long terme émis			688
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars américains	(50)	1,38	(69)
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme en dollars canadiens			(500)
Total des remboursements sur les titres d'emprunt à long terme			(569)

Au 31 mars 2017, le solde impayé de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable était de 491 millions de dollars (301 millions de dollars au 31 décembre 2016). Nous avons conclu des dérivés liés à la dette afférents à la tranche libellée en dollars américains de ces emprunts pour convertir l'ensemble des obligations au titre du principal et des intérêts en dollars canadiens (se reporter à la note 9).

Au cours du trimestre, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable afin, entre autres, de faire passer la date d'échéance de notre facilité de crédit initiale de 2,5 milliards de dollars de septembre 2020 à mars 2022. En outre, nous avons ajouté une tranche de 700 millions de dollars à la facilité qui vient à échéance en mars 2020. Par suite de ces modifications, le plafond de notre facilité de crédit totale s'établit maintenant à 3,2 milliards de dollars.

Pendant le trimestre, nous avons remboursé en entier l'encours de notre facilité de crédit bancaire non renouvelable. Par conséquent, cette facilité a été abrogée.

Billets de premier rang

Émission de billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016, nous n'avons émis aucun billet de premier rang.

Remboursement de billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

Le tableau qui suit présente un sommaire du remboursement de billets de premier rang pour le trimestre clos le 31 mars 2017 :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 31 mars 2017	
	Montant notionnel (\$ US)	Montant notionnel (\$ CA)
Date d'échéance		
13 mars 2017	–	250

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2016, nous n'avons pas remboursé de billets de premier rang ni réglé de dérivés liés à la dette connexes.

NOTE 13 : CAPITAUX PROPRES**Dividendes**

En 2017 et en 2016, nous avons déclaré et versé des dividendes sur nos actions de catégorie A avec droit de vote et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation comme suit :

Date de déclaration	Date de paiement	Dividende par action (en dollars)
26 janvier 2017	3 avril 2017	0,48
		0,48
27 janvier 2016	1 ^{er} avril 2016	0,48
18 avril 2016	4 juillet 2016	0,48
11 août 2016	3 octobre 2016	0,48
20 octobre 2016	3 janvier 2017	0,48
		1,92

Les porteurs d'actions de catégorie A ont le droit de recevoir des dividendes au taux maximal de 0,05 \$ par action, mais seulement une fois que les dividendes au taux de 0,05 \$ l'action ont été versés ou mis de côté pour les actions de catégorie B. La participation des détenteurs des actions de catégorie A avec droit de vote et des actions de catégorie B sans droit de vote est donc égale en ce qui a trait aux dividendes de plus de 0,05 \$ par action.

NOTE 14 : RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Le tableau qui suit présente un résumé de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, dont le montant est inclus dans les charges relatives aux salaires et aux avantages du personnel :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Options sur actions	17	13
Unités d'actions de négociation restreinte	16	15
Unités d'actions différées	20	10
Incidence des dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	(40)	(26)
Total de la charge liée à la rémunération fondée sur des actions	13	12

Au 31 mars 2017, nous avons inscrit un passif total comptabilisé à sa juste valeur de 186 millions de dollars (189 millions de dollars au 31 décembre 2016) au titre de la rémunération fondée sur des actions, y compris des options sur actions, des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, nous avons versé un montant de 63 millions de dollars (45 millions de dollars en 2016) aux porteurs d'options sur actions, d'unités d'actions de négociation restreinte et d'unités d'actions différées à la date d'exercice, selon le mode de règlement en trésorerie.

Options sur actions*Sommaire des options sur actions*

(nombre d'unités, à l'exception des prix)	Trimestre clos le 31 mars 2017	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de la période	3 732 524	43,70 \$
Attribution	503 905	56,70 \$
Exercice	(660 148)	42,48 \$
Renonciation	(97 642)	49,95 \$
En circulation à la clôture de la période	3 478 639	45,75 \$
Exercibles à la clôture de la période	1 771 215	41,87 \$

(nombre d'unités, à l'exception des prix)	Trimestre clos le 31 mars 2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de la période	4 873 940	41,47 \$
Attribution	1 054 530	49,95 \$
Exercice	(572 646)	34,23 \$
Renonciation	(12 252)	44,44 \$
En circulation à la clôture de la période	5 343 572	43,91 \$
Exercçables à la clôture de la période	2 486 203	40,53 \$

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, les options liées à la performance attribuées à certains hauts dirigeants ont été au nombre de néant (420 035 en 2016) et ces attributions sont reflétées dans le tableau ci-dessus.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente aux régimes d'options sur actions non comptabilisée au 31 mars 2017 s'établissait à 6 millions de dollars (3 millions de dollars au 31 décembre 2016) et sera comptabilisée dans le bénéfice net au cours des quatre prochains exercices à mesure que les droits à ces options deviennent acquis.

Unités d'actions de négociation restreinte

Sommaire des unités d'actions de négociation restreinte

(nombre d'unités)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
En circulation à l'ouverture de la période	2 237 085	2 484 405
Attribution et réinvestissement des dividendes	547 562	621 798
Exercice	(870 532)	(614 484)
Renonciation	(99 580)	(60 438)
En circulation à la clôture de la période	1 814 535	2 431 281

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, les unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance attribuées à certains hauts dirigeants ont été au nombre de 63 542 (85 793 en 2016) et ces attributions sont reflétées dans le tableau ci-dessus.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente à ces unités d'actions de négociation restreinte non comptabilisée au 31 mars 2017 s'est établie à 55 millions de dollars (35 millions de dollars au 31 décembre 2016) et sera comptabilisée dans le bénéfice net sur les trois prochains exercices à mesure que les droits à ces unités deviennent acquis.

Régime d'unités d'actions différées

Sommaire des unités d'actions différées

(nombre d'unités)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
En circulation à l'ouverture de la période	2 396 458	1 770 871
Attribution et réinvestissement des dividendes	647 257	873 036
Exercice	(87 505)	(99 137)
Renonciation	(94 337)	(41 691)
En circulation à la clôture de la période	2 861 873	2 503 079

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, les unités d'actions différées liées à la performance attribuées à certains hauts dirigeants ont été au nombre de 176 275 (309 504 en 2016), respectivement, et ces attributions sont reflétées dans le tableau ci-dessus.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente à ces unités d'actions différées non comptabilisée au 31 mars 2017 s'est établie à 49 millions de dollars (30 millions de dollars au 31 décembre 2016) et sera comptabilisée dans le bénéfice net au cours des trois prochains exercices à mesure que les droits aux unités des dirigeants deviennent acquis. Les droits afférents à toutes les autres unités d'actions différées sont entièrement acquis.

NOTE 15 : TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Actionnaire détenant le contrôle

Nous concluons certaines transactions avec des sociétés fermées contrôlées par la Fiducie de contrôle Rogers. Ces transactions ont été inscrites au montant convenu par les parties liées et sont soumises aux conditions énoncées dans les ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Les montants totaux reçus ou payés au cours des trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016 étaient inférieurs à 1 million de dollars, respectivement.

Transactions avec les principaux dirigeants

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces hauts dirigeants sont les suivants :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société.

Nous inscrivons ces transactions aux montants convenus par les parties liées et elles sont examinées par le comité d'audit et de risque. Les soldes à payer pour ces services sont non garantis, ne portent pas intérêt et doivent être réglés en trésorerie à moins de un mois suivant la date de la transaction. Le sommaire des activités entre parties liées relativement aux transactions susmentionnées se présente comme suit :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Paievements au titre de services d'impression et de services juridiques	7	5

NOTE 16 : PASSIFS ÉVENTUELS

Au 31 mars 2017, nos passifs éventuels avaient trait aux litiges suivants :

Frais d'accès au système - Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

En 2013, les demandeurs ont déposé une demande d'ordonnance pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système soit autorisée à aller de l'avant. Cependant, la Cour a rejeté la demande de prolongation et la deuxième poursuite demeure assujettie à une suspension conditionnelle.

Au moment où le recours collectif intenté en Saskatchewan a été engagé en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien que les demandeurs n'aient pris aucune mesure concrète. La cour d'appel de plusieurs provinces a rejeté les réclamations correspondantes pour cause d'abus de procédure. Dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, les réclamations ont maintenant été rejetées ou abandonnées. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de communication sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Appareils cellulaires

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Issue des procédures

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des réclamations en raison de divers facteurs et incertitudes liés aux procédures judiciaires. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de l'une ou l'autre de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. S'il devient probable que la Société sera tenue responsable des réclamations déposées contre elle, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement de probabilité surviendrait; une telle provision pourrait être significative en regard de nos états consolidés du résultat net ou de nos états consolidés de la situation financière.

NOTE 17 : INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2017	2016
Débiteurs	199	32
Stocks	19	(2)
Autres actifs courants	(110)	(125)
Créditeurs et charges à payer	(365)	(78)
Produits constatés d'avance	79	53
Total de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(178)	(120)